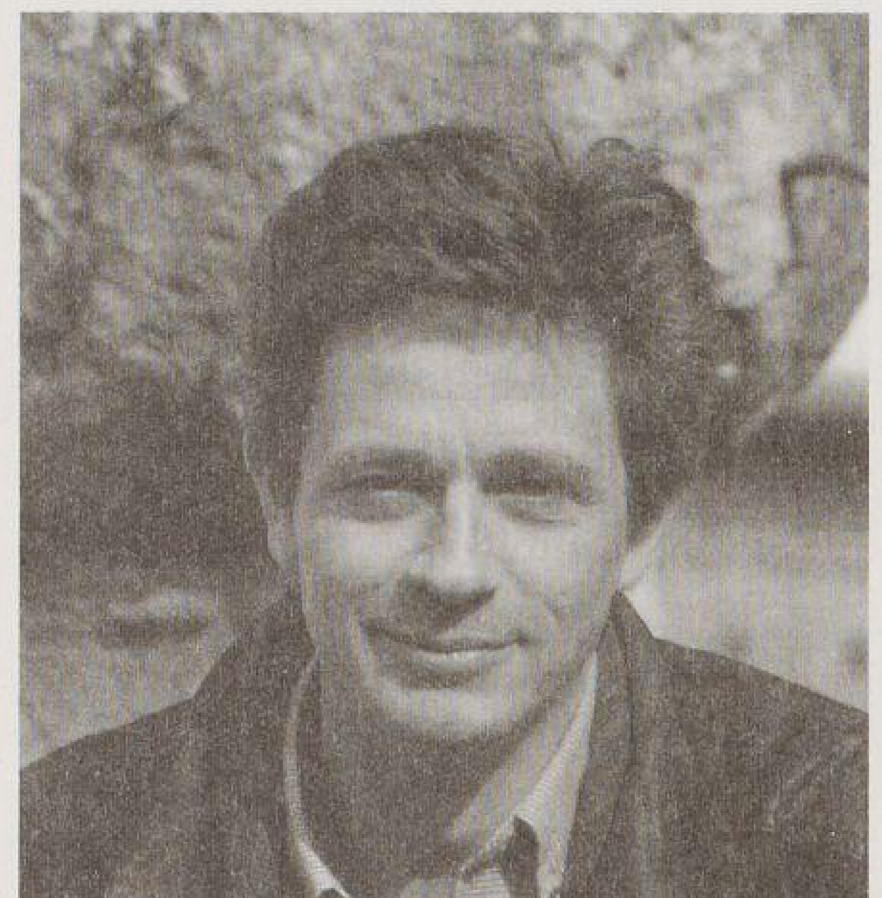
un député ECOLOGISTE



Robert CELAIRE

Ingénieur Conseil

Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Lyon et de l'Université du Colorado (Etats-Unis), il est consultant international en maîtrise de l'énergie, spécialiste des énergies renouvelables, et expert auprès des Nations Unies.

Il a 38 ans, il est né à Lambesc où il vit aujourd'hui avec sa femme et ses deux enfants.

Rallié très jeune par René Dumont à la pensée écologiste, il a milité dans sa vie associative, étudiante et professionnelle. Il a travaillé notamment sur des programmes de développement et de protection de l'environnement dans de nombreuses régions du monde.

Il est actuellement conseiller municipal de Lambesc. Adjoint à l'Urbanisme et à l'Environnement pendant plus de trois ans, il réussit à mettre en place dans la Commune des opérations innovantes en matière d'urbanisme, de travaux et de protection de l'environnement. Au sein de "Solidarité des Elus 13" dont il a été porte-parole, il s'est consacré à fédérer les communes opposées au projet de tracé du TGV Méditerranée.

Il soutient l'action de nombreuses associations humanitaires et de protection de l'environnement, telles que l'Equipe Cousteau, Médecins du Monde ou Amnesty International.

Il partage ses rares moments de temps libre entre sa famille et ses sports favoris :
le football et le VTT.

Michel MEGUIN - *Agriculteur*

45 ans, marié et père de 3 enfants, il est agriculteur à Mallemort et exploite en famille 20 hectares de terre en polyculture et élevage.

Syndicaliste agricole de longue date, il anime un groupement de producteurs européens en agriculture biologique. Il est responsable de Nature et Progrès pour les Bouches-du-Rhône.

Il a milité contre le projet de tracé du TGV Méditerranée. Riverain de la Durance, il milite également pour sa sauvegarde et sa préservation.

Musicien, régionaliste, il a été élevé dans la langue de Mistral. Il continue à parler et à défendre le Provençal.

Pour réconcilier l'économie avec la vie ...

Parce qu'on ne peut plus laisser l'absence d'imagination et d'idéal, "la gérontocratie carriériste "et les "affaires" fragiliser de plus en plus la démocratie et étouffer la citoyenneté.

Parce qu'appliquer encore et toujours les méthodes employées par la droite et la gauche pour lutter contre le chômage conduirait aux mêmes résultats: les 280.000 chômeurs que compte aujourd'hui la Provence seraient 350.000 dans cinq ans.

Parce que si l'on continue à refuser de prendre en compte systématiquement l'Environnement et l'Homme dans les activités économiques et dans l'aménagement du territoire, nous condamnons nos enfants, des Alpilles à la Durance, de la Trévaresse à la Crau, à vivre entre une autoroute, une ligne TGV, une décharge et une ligne à haute tension.

... et l'Homme avec sa Terre !

Parce qu'on ne peut se résoudre à voir l'agriculture, richesse économique et humaine de notre région, victime de la PAC, du GATT et de la logique productiviste, continuer à perdre dans les seules Bouches-du-Rhône plus de 10 exploitations par mois, et contribuer à destabiliser le commerce et l'artisanat des communes rurales.

Parce qu'on ne peut pas aujourd'hui abdiquer devant l'individualisme d'une societé de consommation déshumanisée qui condamne de plus en plus de personnes âgées à la solitude et de jeunes à l'exclusion.

Parce que nous avons tous envers les générations futures le devoir de sauvegarder une planète belle et vivable.

Parce qu'aujourd'hui l'ECOLOGIE est le choix de la raison

Votez Robert CELAIRE

Michel MEGUIN suppléant



Papier recyclé
IGP MARSEILLE

Vu, le Candidat

ECONOMIE ET EMPLOI

*Pour construire une **économie soutenable** au service d'hommes solidaires et responsables, nous proposons :*

- **De déclarer la guerre au chômage** que la croissance économique ne peut plus résoudre seule, par :
  - l'élaboration d'une loi cadre de réduction du temps de travail à 35 heures avec compensation du pouvoir d'achat pour les bas salaires ;
  - une incitation au travail à temps partiel et un encadrement des heures supplémentaires ;
  - la création d'emplois locaux dans le domaine de l'environnement : énergies renouvelables, valorisation des déchets, filière bois, ... ;
  - un plan national de formation des jeunes ;
  - l'organisation d'un secteur d'activités non marchand à vocation sociale bénéficiant d'un statut particulier.
- **D'accélérer la construction de l'Europe sociale**, garante d'une concurrence équitable entre pays de la Communauté.
- **D'intégrer les coûts écologiques et sociaux** dans les prix des biens et des services.
- **D'uniformiser les régimes de protection sociale** aujourd'hui injustes pour les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les indépendants,....
- **De développer des relations économiques équitables** avec les pays du Sud.
- **De reconvertir progressivement les industries de l'armement** à des activités socialement et économiquement utiles.

AGRICULTURE

*Pour que les fonctions non productives des agriculteurs (préservation de l'espace rural, maintien d'une vie économique dans les villages, entretien des paysages,...) garantes de la revalorisation de cette activité soient reconnues et permettent **le maintien du nombre actuel d'exploitations**, nous proposons :*

- **Un plan progressif de mutation** d'une agriculture intensive vers une agriculture extensive et raisonnée.
- **Une politique de soutien responsabilisante** reconnaissant un droit à produire et une véritable garantie de prix tenant compte des particularités régionales.
- **Un exercice strict de la préférence communautaire**, une protection effective du marché européen, et une sortie de l'agriculture des accords du GATT.
- **Une représentation proportionnelle des syndicats agricoles** dans les organismes de gestion.
- **Une politique de qualité, de labélisation régionale** et des mesures de raccourcissement des circuits de distribution-commercialisation.
- **Une politique d'encouragement à la pluri-activité** (sylviculture, tourisme vert,...).

CITOYENNETE ET SOCIETE

Pour qu'une citoyenneté active puisse se manifester, au-delà des urnes, nous proposons :

- **Des réformes institutionnelles** : représentation proportionnelle dans toutes les assemblées, référendum d'initiative populaire, poursuite de la décentralisation, réforme des enquêtes d'utilité publique,.. .
- **Une moralisation rigoureuse de la vie publique** et la limitation à deux mandats électifs successifs à chaque niveau politique.
- **La garantie que toutes les personnes résidant durablement sur le territoire** et soumises aux mêmes devoirs puissent prétendre aux mêmes droits.
- **Une responsabilisation individuelle des citoyens** dans leur comportement quotidien et la reconnaissance de leurs devoirs vis à vis des générations futures.
- **Un encouragement à l'émergence d'une véritable citoyenneté associative et participative** (crèches parentales, ...)

Pour la reconstruction d'une société plus humaine, nous proposons :

- **Une politique de la santé responsabilisante**, accentuant les efforts de prévention.
- **Une politique éducative où la sélection ne repose plus uniquement sur les matières scientifiques**, permettant à l'enfant de devenir un citoyen responsable et autonome, de pouvoir choisir sa formation et la compléter à tout moment de sa vie.
- **Une reconnaissance des cultures et langues régionales**.
- **Une déconcentration des activités économiques** au profit des petites communes permettant d'y ramener une vie sociale et de diminuer les distances domicile-travail.
- **Une réforme de la fiscalité locale** (taxes professionnelles,...) au bénéfice des communes rurales.

ENVIRONNEMENT

Pour une conception écologique de l'aménagement du territoire et de l'environnement, tenant compte des spécificités régionales, nous proposons :

- **Un moratoire suivi de débats nationaux et régionaux sur les transports (TGV,autoroutes ...)**.
- **Un plan de sortie du nucléaire** et une réorientation de la politique énergétique vers les énergies renouvelables régionales.
- **L'instauration d'un droit de veto des instances régionales** sur les projets d'infrastructure nationales et internationales.
- **L'instauration (Alpilles) ou l'actualisation (loi sur la Durance)** des mesures de protection spéciale des zones écologiques sensibles
- **Une gestion partenariale** (collectivités, associations de chasseurs, de randonneurs,...) du patrimoine naturel, garante de sa protection et de sa valorisation.
- Une participation active à la poursuite des mesures prévues dans les **accords de Rio pour la sauvegarde de la planète.**

Le 21 mars, fêtez le printemps de la politique
Faites entrer l'Ecologie à l'Assemblée

Avec Robert CELAIRE



Mouvement
Région Provence

